

MISE AU POINT DE MARINE LE PEN

Le 26 janvier 2006

Dans son édition en date du 12 janvier, le magazine Le Point rapportait les propos de Marine Le Pen, déclarant être « très émue par la discrimination à l'embauche qui touche les Français issus de l'immigration qu'il faut appeler des Français ». Pour FDA, la vice-présidente du FN a tenu à mettre ses propos en perspective et à les préciser.

« Ces propos sortis de leur contexte pouvaient paraître étonnants, ils concluaient en réalité le constat de l'échec total de l'assimilation des vagues d'immigration essentiellement originaire d'Afrique et d'Afrique du Nord » note Marine Le Pen. « C'est si vrai » poursuit-elle, « que l'on parle aujourd'hui de français issus de l'immigration ou de français de la 2e (et maintenant de la 3e...) ce qui n'est absolument pas le cas pour nos compatriotes dont les parents italiens, portugais, polonais ou espagnols se sont installés en France et se sont fondus totalement dans la communauté nationale ».

Or, « le peuple français n'est pas responsable de cet échec, les gouvernement successifs qui en mettant en œuvre une politique d'immigration massive incontrôlée et de peuplement en portent seuls la responsabilité ».

« Si comme l'exige depuis trente ans le Front National on avait maîtrisé fermement l'immigration, considéré que la nationalité française s'hérite ou se mérite, supprimer la double nationalité, renvoyer sans faiblesse les clandestins, mis en place la préférence nationale, supprimer les aides pompes aspirantes de l'immigration et exiger de tous le respect de notre culture et de nos lois, ce que l'on aurait décidé d'accueillir serait aujourd'hui des français à 100 % » souligne-t-elle.

Mais « tel n'est pas le cas » puisque « la délirante politique d'immigration voulue par la gauche et la droite a créé les conditions d'une réserve à l'égard des français issus de l'immigration. Je compatis effectivement au sort de ceux qui dans le lot ont mérité d'être français, sont dans les clous, aime leur patrie ont fait des études et nonobstant le chômage endémique se trouvent face à des employeurs ou des loueurs réticents.

En refusant par idéologie de différencier ceux qui méritaient d'être français et ceux qui ne le méritaient pas on a créé un amalgame dont cette réticence est une illustration et dont les seuls responsables sont nos dirigeants politiques.

Venir aujourd'hui par l'intermédiaire de la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations) traîner devant des tribunaux ces mêmes employeurs ou ces mêmes loueurs est indigne et injuste.

A l'évidence si tous ceux qui ont une carte d'identité méritaient de l'avoir ces réserves n'existeraient pas, si on appelait les délinquants des délinquants et qu'on les traitait comme tel plutôt que de les surnommés les jeunes ternissant ainsi toute la jeunesse de France ces réserves n'existeraient pas. Voilà quelle est ma conviction profonde ».

« C'est la raison pour laquelle nos compatriotes issus de l'immigration doivent réfléchir à ce que pourrait être leur avenir au sein de la communauté nationale » conclut Marine Le Pen, «

rejeter la discrimination positive qui organise une injustice objective au moment où l'ensemble du peuple français souffre de conditions sociales et économiques dramatiques ».

Marine Le Pen